

L'INTERMINABLE HISTOIRE DE LA NON-INTRODUCTION DE L'IMPÔT SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

Par Lisa Mittendrein

Depuis plus de quatre ans, les Ministres des Finances de 10 États de l'UE négocient l'introduction de l'impôt sur les transactions financières. Aujourd'hui, un accord sur cet impôt important semble plus lointain que jamais.



| TAX TOBIN-L'impôt sur les transactions financières fera-t-il jamais son apparition ?

Il y a dix-neuf ans à l'été 1998, apparut en France une union pour la taxation des transactions financières en faveur des citoyens – Attac était née. Suite à la crise asiatique, ce mouvement critiquant la mondialisation appuya de plus en plus la demande d'une régulation sévère des marchés financiers. Depuis lors, la demande d'un impôt sur les transactions financières est l'un des éléments importants pour rendre notre économie et notre société plus stables et plus sûres.

À vrai dire, qu'est-ce que l'impôt sur les transactions financières ?

Un impôt sur les transactions financières est un impôt très faible de par exemple 0,01 pour cent de chaque transaction financière. Chaque achat ou vente d'actions et d'emprunts, chaque négoce avec un dérivé ou une monnaie doit être imposé avec ce faible taux. Ainsi, l'impôt sur les transactions financières est un moyen pour lutter contre les transactions hautement spéculatives dans lesquelles les négociations sont menées très rapidement avec seulement des profits minimaux. Ce type de spéculation deviendrait moins attrayant avec un tel impôt. Pour réguler efficacement les marchés financiers, il faudrait

prendre des mesures supplémentaires telles que la transformation du secteur bancaire et l'interdiction des produits spéculatifs. Un impôt sur les transactions financières renforce cependant aussi en même temps l'équité fiscale. Car ce sont encore et toujours les salariés et une grande partie de la population qui contribuent plus aux recettes fiscales que les personnes aisées, les groupes ou les entreprises financières. Avec l'impôt sur les transactions financières, des revenus importants pourraient être générés pour combattre le changement climatique et la pauvreté globale.

L'impôt sur les transactions financières dans l'UE

Le débat au sujet de cet impôt dans l'UE est une histoire interminable. Lorsque Attac, des mouvements sociaux et la société civile ont commencé à exiger cet impôt, l'establishment politique nous a déclarés fous. Avec la crise financière de 2008, la nécessité de réguler enfin les marchés financiers s'est à nouveau montrée très clairement et la pression publique a augmenté. La Commission européenne s'est prononcée en faveur d'un impôt sur les transactions financières, et en 2012, certains États membres ont décidé de travailler

ensemble sur son introduction. La Belgique, l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, l'Autriche et le Portugal négocient depuis lors dans le cadre de la dénommée « coopération approfondie ». Mais ce qui fut au début un motif de se réjouir reste aujourd'hui, plus de quatre ans plus tard, sans résultat et se transforme en un facteur d'amertume.

Quel est l'obstacle ?

Bien que les dix gouvernements bénéficient d'un grand soutien de la population, les négociations stagnent depuis des années. Le secteur financier a effectué dès le début un lobbying massif pour empêcher cet impôt à tout prix. Ils ont dépeint des scénarios catastrophiques sur l'avenir des banques et des fonds de pension, et menacé d'émigrer. Ils ont également fait pression sur les différents gouvernements pour y faire passer tout au moins des exceptions pour leurs propres institutions financières les plus importantes. Les gouvernements des États membres en ont tenu compte, et bientôt, s'est profilée la menace d'un impôt sur les transactions financières plus troué qu'un fromage d'Emmental. Depuis le vote du Brexit, plusieurs pays tentent d'acquiescer des sociétés financières à Londres pour leur siège.

Entre-temps, une chose est claire : faire preuve de bonne volonté envers le secteur financier est plus important pour les élites européennes que d'augmenter la sécurité et de se préoccuper de la justice fiscale. Pour prouver le contraire, l'impôt européen sur les transactions financières doit enfin être introduit, et la régulation en souffrance des marchés financiers doit enfin être prise en mains.



> AUTEUR

Lisa Mittendrein est sociologue et socioéconomiste. Elle est responsable des marchés financiers, de la crise de l'euro et de la fiscalité chez Attac Autriche.